

20220221 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/38660/pour-les-associations-ivoiriennes-les-aides-aux-retours-volontaires-ne-sont-pas-la-solution>

Grand angle



Un migrant ivoirien traverse le col de l'Échelle entre l'Italie et la France, dans les Alpes, en 2018. Crédit : AFP

Pour les associations ivoiriennes, les aides aux retours volontaires ne sont pas la solution.

Par [RFI](#) Publié le : 21/02/2022

L'UE réaffirme sa volonté de faire de la lutte contre l'immigration illégale l'une de ses priorités. Pour ce faire, elle entend renforcer sa "stratégie de retour volontaire des migrants" et réviser plusieurs textes fondamentaux de sa politique migratoire. En Côte d'Ivoire, fort pays d'immigration irrégulière avec au moins 7 400 départs ces trois dernières années, les associations rappellent que les aides au retour ne seront jamais suffisantes sans le développement économique et l'égalité territoriale dans le pays.

Avec notre correspondant à Abidjan, François Hume-Ferkatadji

Si les chiffres des départs illégaux de la Côte d'Ivoire n'atteignent pas les pics de 2015, ou 2017, ils restent conséquents. D'après les données de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, plus de 4 100 Ivoiriens ont tenté de rejoindre illégalement l'Europe en 2021.

Récemment de nouvelles routes ont vu le jour. De nombreux migrants prennent l'avion légalement vers la Tunisie ou le Maroc, avant de s'installer illégalement dans ces pays côtiers pour tenter la traversée en Méditerranée centrale.

"Il faut faire des réformes structurelles au niveau de la formation"

Selon Florentine Djiro, du Réseau ouest-africain de lutte contre l'immigration clandestine (REALIC), les mêmes causes produisent les mêmes effets : il faut développer le système de formation professionnelle et le tissu industriel.

"Il faut faire des réformes structurelles au niveau de la formation. Il y a plein de jeunes qui migrent aujourd'hui pour avoir des opportunités de formation dans les pays développés. Quelqu'un qui veut faire une formation crédible, fait la théorie mais il n'y a pas de pratique. Donc si on investit dans l'éducation, la formation professionnelle et qu'il y a une adéquation entre la formation et l'emploi, cela pourrait régler le problème", estime-t-elle.

Pour Dosso Adams, infirmier, ancien migrant passé par la Tunisie et la Libye, et désormais "président de l'association des migrants de Côte d'Ivoire", les aides au retour pourraient être une partie de la solution s'il n'y avait pas des défaillances dans le système.

"Si l'Union européenne dit que chaque migrant reçoit mille euros et que l'OIM ou la DGIE prend exactement mille euros pour le remettre à ces migrants, il n'y aura pas de problème. Mais cette somme n'est pas remise exactement. Et on ne sait pas comment régler ce problème. Et quand tu en parles, on trouve que tu parles trop", raconte-t-il.

Question peu à peu oubliée du débat public, les associations aimeraient que les problématiques liées aux complexes questions migratoires reviennent au centre des préoccupations des autorités.

Texte initialement publié sur : [RFI](#)